

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : DPIP Interne Session : 2023
Epreuve : Politiques économiques Date de l'épreuve : 23/02/2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Lorsque Keynes qualifiait dans l'Entre-deux guerres l'or de "reliquie barbare", l'aspiration de revenir à un système économique basé sur un étalon or était très répandue dans les pays développés à économie de marché (PEM). L'or semblait offrir une stabilité monétaire inaccessible aux monnaies nationales. Les banques centrales n'avaient alors que très peu de latitude et de légitimité pour intervenir dans les économies.

Un peu moins d'un siècle s'est écoulé depuis, et les banques centrales sont désormais au cœur des politiques économiques. Les différentes crises économiques et financières, couplées à l'incapacité de l'or à accompagner le développement des économies des PEM ont offert aux banques centrales une position et un statut centraux dans les économies contemporaines.

Les banques centrales ont deux missions principales : 1) l'émission de monnaie banque centrale ; 2) la régulation du taux d'inflation par les taux d'intérêts.

Elles ont également de plus en plus une mission de garantie et d'encouragement au développement économique par la croissance de l'activité économique.

La crise des subprimes (2008), des dettes publiques en zone euro (2012) et celle de la Covid-19 (2020) ont ainsi conduit les banques centrales à intervenir plus directement dans les économies, via notamment le rachat de titres financiers. Les cours des obligations et des actions sont dès lors devenus totalement tributaires des politiques monétaires décidées par les banques centrales.

Or, cet accroissement continu du pouvoir des banques centrales s'est vu de plus en plus contesté. Accusées d'encourager l'endettement public et la dévalorisation des monnaies nationales, les banques centrales ont suscité par leur action un mouvement de défiance croissant qui s'est traduit notamment par l'émergence de "monnaies alternatives", les cryptomonnaies.

Celles-ci peuvent être définies comme des actifs financiers exclusivement numériques. Leurs valeurs respectives sont le résultat de transactions financières dont elles sont directement l'objet. La valeur d'une cryptomonnaie résulte donc de la rencontre de l'offre et de la demande de celle-ci. Elle n'est donc pas le produit de politiques publiques dépensières ou de l'arbitraire des banques centrales (dans l'esprit de leurs supporters), mais le fruit d'un attrait croissant dû aux mauvaises politiques publiques.

Les cryptomonnaies sont donc apparues comme un instrument de protection financière mais aussi de contestation des gouvernements et des banques centrales. Leur accessibilité n'a fait que renforcer ce premier effet d'attraction. Il suffit en effet d'une connexion internet et d'un compte actif sur une plateforme d'échange de cryptomonnaies pour en devenir détenteur, et exprimer ainsi sa défiance à l'égard de la pérennité des systèmes économiques en place.

Les tensions géopolitiques croissantes et les craintes d'une nouvelle guerre froide couplées à des tensions inflationnistes considérables depuis 2021 (tensions renforcées par les conflits géopolitiques) contribuent plus encore à renforcer la méfiance à l'égard des monnaies nationales et donc des banques centrales.

Il convient, dès lors, d'interroger la pérennité des banques centrales comme institutions incontournables des économies contemporaines devant le succès des cryptomonnaies.

L'émergence des cryptomonnaies menace-t-elle le pouvoir des banques centrales?

Si l'émergence des cryptomonnaies est un fait économique majeur de ces dernières années, fruit d'une remise en cause du pouvoir et de la légitimité des banques centrales (I), ces dernières constituent toujours un élément indispensable des économies contemporaines (II).

I) L'émergence des cryptomonnaies remet en question le pouvoir des banques centrales.

A) Les cryptomonnaies sont une réponse à l'expansionnisme budgétaire et monétaire des principales puissances économiques.

Si les cryptomonnaies ont émergé grâce à internet, l'omniprésence de leur diffusion et de leur pouvoir d'attraction est le produit des politiques budgétaires et monétaires décidées dans les pays développés pour assurer la pérennité d'un modèle économique basé sur la croissance du produit intérieur brut (PIB). La foi dans ce modèle, la conviction de ce que la croissance économique continuera dans les prochaines décennies, tout cela s'étiole alors que se développe un pessimisme et des craintes croissantes dans les PDEM quant au devenir de ce modèle qui a assuré leur prospérité.

De plus en plus, la croissance dans les économies dites "instables", les PDEM, apparaît comme tributaire de stimulations exogènes au marché. Les États et les banques centrales sont intervenus en 2008 pour sauver un système financier en voie d'attrition. Les conséquences désastreuses de la faillite de Lehman Brothers (quatrième banque d'affaires américaine) ont informé les gouvernements et les banques centrales sur les conséquences d'un manque d'intervention des États et des banques centrales à l'avenir. La crise de la zone euro en 2012 a fini de convaincre une banque centrale européenne (BCE) jusqu'alors plus réticente à intervenir. Le bilan des principales banques centrales du monde n'a cessé de croître depuis.

Or, ces politiques dites de "quantitative easing" (QE) ont encouragé un relâchement des contraintes budgétaires, les gouvernements des PDEM et de la Chine se sentent de plus en plus responsables du dynamisme de leurs économies respectives.

Tout cela a engendré une croissance considérable de l'inflation dans les actifs financiers, artistiques et immobiliers, inflation vue comme un signe avant-coureur d'une inflation plus large, venue à toucher toute l'économie.

Les cryptomonnaies ont ainsi été présentées par leurs défenseurs comme un moyen de se protéger contre cette inflation insidieuse.

Et le retour d'une inflation généralisée à tous les pans de l'économie depuis la fin de l'année 2021 n'a pu que renforcer cette méfiance à l'égard des monnaies nationales.

L'une des fonctions primordiales de la monnaie étant d'être une

réserve de valeur, l'atteinte de niveaux d'inflation records dans les PDEM depuis les années 1980 accroît de fait la défiance à l'égard des monnaies nationales et des politiques mises en place par les gouvernements et les banques centrales.

B) La popularité des cryptomonnaies s'inscrit dans un mouvement plus général de défiance vis-à-vis des gouvernements et des institutions.

Les graves crises économiques et financières subies par les différentes économies nationales ces deux dernières décennies ont contribué à affaiblir considérablement la confiance portée par les populations dans leurs gouvernements. Le sauvetage des principales banques et groupes d'assurance durant la crise des subprimes a laissé des traces.

Si des banques sont considérées comme "too big to fail" (trop importantes pour tomber), c'est avec l'argent public qu'elles sont alors sauvées.

Or, ces "sauvetages" ne conduisent pas à leur nationalisation. Les États venus pour les soutenir ont, toutefois, désormais des dettes nouvelles à honorer.

L'aléa moral que cela peut engendrer est vivement perçu par les citoyens qui ont, pour beaucoup, alors l'impression d'un libéralisme "à deux vitesses".

Ce sentiment de triche institutionnalisée et d'impunité a puissamment soutenu le phénomène de popularisation et d'adoption des cryptomonnaies. Ce système économique et financier étant, aux yeux des défenseurs des cryptomonnaies, tout simplement indigne de confiance.

De plus, l'ampleur des dépenses consenties par les différents gouvernements, et les endettements publics considérables qui s'en sont suivis ont également remis en cause la confiance à apporter aux États et aux banques centrales dans leur rôle de prêteur en dernier ressort.

En effet, l'Économie mondiale peut-elle supporter sans crise grave des endettements publics sensiblement plus élevés qu'aujourd'hui?

Le doute quant à l'effectivité d'un nouveau "sauvetage" généralisé des institutions financières, des établissements de crédit, souligne le risque pris par les épargnants en laissant leurs épargnes dans les établissements financiers. Et si ces fonds venaient à être réquisitionnés, comme à Chypre? Ou à disparaître simplement, dans le chaos d'une nouvelle crise financière sans laquelle gouvernements et banques centrales n'auraient plus pu. La limitation, dans l'UE, de la garantie des

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : DPIP Interne Session : 2023
Epreuve : Politiques Économiques Date de l'épreuve : 23/02/2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

dépôts bancaires à 100 000 euros par établissement a souligné en creux ce risque de perte de son épargne.

Et cela d'autant plus que la réponse apportée par les banques centrales aux différentes crises successives a été un accroissement continu de son bilan et un soutien aux déficits publics décidés par les gouvernements nationaux. Or, le retour d'une très forte inflation dans les PDEM remet en cause très sérieusement ce paradigme.

II) Les banques centrales restent cependant incontournables en tant qu'institution centrale pour les économies contemporaines.

A) Les cryptomonnaies et leur mode de fonctionnement ne constituent pas actuellement une alternative crédible aux banques centrales.

La monnaie a plusieurs fonctions. Elle joue un rôle d'étalon économique et assure une fonction d'instrument d'échange dans l'économie.

Mais elle a également une fonction de conservation de valeur. Une somme d'argent en dépôt dans une banque étant de la valeur conservée le temps de lui trouver un usage autre. Si cette conservation de valeur ne peut jamais être que partielle, elle doit tout de même être effective.

Les cryptomonnaies ont ainsi émergé en partie du fait de la conviction de l'incapacité des monnaies nationales à assurer durablement cette conservation de valeur. C'est l'une des raisons majeures de leur succès.

Or, ces deux dernières années ont montré que les cryptomonnaies étaient loin de jouer ce rôle de réserve de valeur auquel leurs créateurs et promoteurs aspirent. Bien au contraire, les cryptomonnaies se sont

révélées extrêmement volatiles, et leur valeur sur les marchés financiers s'est effondrée, à l'exception des actions les plus spéculatives.

Ce phénomène de destruction de valeur a touché toutes les cryptomonnaies, y compris les plus crédibles telles que le Bitcoin et l'Ethereum. Ainsi, quand le dollar ou l'euro perdait 7 à 8% de sa valeur réelle du fait de l'inflation de prix, le Bitcoin en perdait plus de 50%. Plus largement, le cours des cryptomonnaies est apparu très étroitement corrélié à celui des principaux marchés actions américains (notamment le Nasdaq 100).

Les scandales financiers découlant du manque de régulation des cryptomonnaies et des plateformes assurant leurs échanges ont contribué eux aussi à renforcer, en ~~contraire~~ ^{renforcement}, la crédibilité des banques centrales garantes d'une relative stabilité.

B) Les banques centrales restent des institutions dotées d'une réelle crédibilité.

Le succès croissant en France des produits d'épargne tels que le livret A ou le livret développement durable, en dépit de la déviance de taux d'intérêt réels négatifs, illustre ce souci de sécurité et de crédibilité prioritaire chez les épargnants dans leur grande majorité.

L'aversion au risque joue en faveur des banques centrales des PDEM et des autres principales puissances économiques.

Et de fait, si l'épargnant "bon père de famille" répuge à investir dans les cryptomonnaies, celles-ci sont au contraire accusées d'être particulièrement attractives pour les réseaux criminels transfrontaliers.

La tendance est donc désormais à un surcroît de régulation et d'encadrement des cryptomonnaies, dont la crédibilité et la légitimité apparaissent aujourd'hui amoindries.

De plus, les banques centrales ont pris la mesure de la révolution technologique que constituait l'émergence des cryptomonnaies.

Ainsi, de nombreuses études sont en cours pour préparer la mise en place de monnaie numérique banque centrale, ainsi que de comptes numériques, rendus disponibles pour tous les citoyens concernés.

La puissance des banques centrales reste très importante. La situation financière actuelle l'illustre parfaitement, les marchés financiers des PDEM étant plus que jamais indexés aux politiques monétaires décidées par les banques centrales.

Des alternatives aux monnaies des banques centrales des principales puissances économiques du monde apparaissent ainsi encore illeusoires.

L'exemple de l'échec de la Libra, envisagée par Facebook (devenu Meta) comme une monnaie numérique, en est une illustration parmi d'autres.

Si les gouvernements sont plus que jamais contestés et la défiance à leur égard considérable, celle-ci ne remet pas en cause leur importance dans l'économie actuelle. Ainsi, ces États si endettés mais si puissants, dotés du pouvoir de légiférer et donc d'encadrer le système financier, ne peuvent se permettre d'affaiblir leurs banques centrales au risque de s'affaiblir elles-mêmes. Elles sont en effet nécessaires pour se refinancer à des taux d'intérêt limités.

Ainsi, l'émergence des cryptomonnaies ne remet pas en cause le pouvoir des banques centrales. Ces dernières s'appuyant sur leurs

États respectifs et sur les interdépendances économiques et financières constituées au fil des crises pour se légitimer plus encore et exploiter au mieux leurs prérogatives, toujours plus importantes.

